

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. LXXIII.

---

*Du Dimanche 6 Septembre 1789.*

DÈS l'ouverture de la séance , la discussion de la permanence , de l'établissement de deux chambres , & de la sanction ayant été reprise , M. de Brousmard a proposé que l'ordre fixe & constant des convocations prochaines de l'assemblée , demeurât fixé au premier avril ; que la session fût de six mois , que le roi pût la clore chaque année au premier octobre , que les assemblées de districts commençassent le premier mars & qu'il n'y eût point de mandats impératifs.

« Vous ne ressuscitez pas , sans doute , Messieurs , ajoutoit ce député , les distinctions d'ordres. Le caractère impétueux du peuple doit vous faire mettre la constitution à l'abri de toute entreprise ; il nous faut une assemblée unique ; que seroit un sénat dont les membres se cantonneroient dans une chambre , pour résister à l'autre ? Le peuple ne pourroit regarder que comme son ennemi

*Tom. II.*

K k



un tribunal qui auroit quelque intérêt séparé de celui de ses représentans. Ce ne seroit pas la peine d'avoir rompu l'unité de l'assemblée ; mais lorsque les représentans d'une nation ont déclaré leur volonté , la sanction royale est nécessaire à tous les actes législatifs. La nation a dû se réserver de ne pas tomber sous le despotisme de douze cents de ses délégués , & vos cahiers vous disent quelle doit être la forme de cette sanction. Comment se persuader que le roi puisse empêcher ce qui sera conforme à la volonté générale ? Le *veto* royal illimité , existe en Angleterre ; comment pourrions nous craindre dans les mains de notre roi , ce que l'on ne craint pas dans celles du roi de la Grande-Bretagne ».

M. Glezen ayant demandé à M. le président , que les députés de la sénéchaussée de Rennes fussent entendus sur l'opinion des habitans de cette ville , au sujet de la sanction , il a été décidé , qu'ils pourroient en parler lorsque le tour de la parole leur appartiendrait.

» La division de l'assemblée est contraire à vos décrets , disoit un député Breton ; la manière dont vous vous êtes constitués est un préjugé pour que vous ne puissiez point établir deux chambres ; si le corps législatif est divisé , vous n'avez plus de moyens de conserver les formes de délibérer. Quant au *veto* , il est contraire aux principes , que toute autorité émane de la nation , & que la loi n'est que l'expression de la volonté générale. Le corps législatif sera toujours retenu par le vœu de ses commettans , par l'opinion publique & par son vœu particulier. Le *veto* , dans tous les cas , ne peut être que suspensif , & ne doit durer que jusqu'à la manifestation de la volonté générale. On ne cesse de nous opposer nos cahiers , mais ils ne sont que de simples instructions & qui souvent diffèrent entr'elles. Les uns accordent au roi la plénitude du pou-



voir législatif; & tels sont ceux de la noblesse de mon bailliage; les autres comme le mien la lui refusent. Mais ce ne sont pas des erreurs que nous devons adopter; on ne doit jamais s'écarter des principes; la morale est la base des grands empires; & c'est d'après elle que la nation attend de nous son bonheur & sa liberté, la permanence du corps législatif doit être assurée dans la constitution, ainsi que l'époque de sa réunion & des assemblées élémentaires. »

M. Harmand disoit que la permanence étoit indispensable dans un royaume aussi étendu que la France; dans un pays où l'intrigue ne cesseroit d'être exercée pour éloigner ou anéantir les assemblées nationales, pour tâcher de réduire le pouvoir législatif au silence; « Mais le moyen de conserver votre ouvrage, ajoutoit-il, c'est de vous assembler tous les ans à des époques fixes; sur-tout point de sénat; ce ne seroit bientôt qu'une cour plénière aussi vile que dangereuse; & point de *veto* si vous ne voulez que votre assemblée soit frappée de nullité. »

« J'ai peu de choses à dire sur la permanence, a dit M. Thouret; le pouvoir législatif ne peut jamais être suspendu, & il ne doit point être suppléé par le pouvoir exécutif. La permanence est essentielle à votre constitution; la multitude des abus que vous avez à réformer; les améliorations de commerce & d'agriculture que vous avez à faire; des loix pour vos municipalités & vos états provinciaux; enfin, un grand nombre de réglemens pour toutes les branches de l'administration; tout vous impose le devoir le plus rigoureux des assemblées annuelles.

Quant à l'unité des pouvoirs mon opinion est connue depuis long-temps; je la crois indispensable comme la permanence; & mes principaux motifs sont le danger de l'aristocratie *en ordre*. Des publicistes ont vanté l'éta-



blissement de deux chambres en Angleterre ; c'est pour maintenir , ont-ils dit , l'équilibre entre les membres de la chambre haute , ou des pairs , & les communes , l'objet de cette institution , a-t-on dit encore , est que si les communes veulent entreprendre sur la prérogative royale , les lords sont armés d'un *veto* pour repousser ces entreprises ; il en est de même si les lords veulent entreprendre sur la prérogative royale , ou sur les droits de la nation , les communes les arrêtent par leur *veto*.

Mais M. Thouret ne trouvoit pas le même but politique dans la composition de la seconde chambre qu'on propose : les membres du sénat tirés de la chambre commune de la nation , ne lui paroissent pas plus intéressés au maintien de la prérogative royale que les autres citoyens ; & il trouvoit que la fonction de réviser les décrets étoit un trop petit avantage pour les inconvéniens nombreux qu'il présentait ; en effet , l'unité est bien plus nécessaire pour obtenir des résultats ; deux chambres établissent un germe de discorde dans la même classe de représentans , & il seroit plus facile d'en rayer la législation , d'arrêter le corps législatif composé de six cents membres , en s'emparant des suffrages de cent un membres du sénat , qui formeroient la majorité. Les représentans seront toujours assurés de vaincre l'opinion des sénateurs dans une assemblée générale ; & c'est une vérité , c'est une expérience connue que de deux corps en rivalité , si l'un a la certitude d'être dominé , & l'autre asservi , l'un sera sans courage , & l'autre sans mesure : on se bien que de telles armes employées contre le *sénat* , l'ont vraiment anéanti.

Aussi M. Thouret ne s'occupoit plus que de la nécessité de donner au *veto* royal le plus grand degré d'activité & d'efficacité , sans entendre affaiblir , disoit-il , la liberté pu-



blique ; & c'est-là précisément le problème le plus difficile de la politique. Sans cette efficacité du *veto* royal , M. Thourer seroit revenu au système des deux chambres ; car , comme tous les défenseurs du *veto* , il redoutoit pour ce corps législatif la tentation d'étendre le pouvoir de séduction d'un système dangereux , ou la force irrésistible & destructive d'un corps permanent sans *contre-poids* efficace.

On voit bien qu'il faut toujours en revenir , avec certains politiques , à l'équilibre , & la balance des pouvoirs , comme s'il y avoit quelque ressemblance entre les différens pouvoirs d'un gouvernement & les poids d'une balance ; mais cette machine réparée récemment par M. Adams , a perdu dans les bons esprits son antique crédit. M. Thourer le sentoît bien , puisqu'il n'a fait que passer sur cet objet plus théorique que pratique pour nous ramener aux idées de politique & de morale , qui dirigent les actions humaines , & qui donnent de justes résultats. « Il ne faut pas , disoit-il , constituer un *veto absolu* , impossible par sa nature & abstrait en idée ; il ne faut point énoncer de *veto suspensif* ; cette énonciation est inutile , & il seroit dangereux de déterminer le mode de la suspension. Il faut énoncer la sanction pure & simple , portée par nos cahiers , car ils sont muets sur le *veto absolu* . »

Cette confusion du *veto* auroit pu être apperçue ; mais qu'importe ? l'effet de ce *veto* ne demeure-t-il pas soumis à l'opinion publique & à la force de cette opinion qui commande à tout & qui fera cesser ce *veto* ? un roi qui s'obstineroit à refuser une loi projetée par les représentans & appuyée par la nation , seroit un despote qui menaceroit la constitution , & le remède est indiqué dans la déclaration des droits , la résistance à l'oppression. Le refus de l'impôt est un autre moyen pour faire évanouir le *veto* .

Il n'est personne qui ne sente combien ces moyens sont



foibles & défastreux. Le refus des impôts est impraticable ; le peuple qui le refuseroit , ressembleroit à un esclave qui se donne la mort pour punir son maître. L'opinion publique est une puissance formidable , sans doute , mais elle n'a qu'une force morale & non une action législative ; elle dicte les loix mais elle ne les fait pas exécuter ; elle préside à l'établissement des constitutions qu'elle a préparées ; mais elle n'a pas cette force active qui lui donne la vie & le mouvement politique.

Les rois obéissent-ils donc si souvent à l'opinion publique ; & pour un ministre vertueux qui en est l'esclave , parce qu'il aime la gloire & le peuple , combien y en a-t-il qui en ont méprisé les arrêts ? quant à l'insurrection , peut-on employer fréquemment un aussi violent remède ? qu'elle institution funeste que celle qui établiroit la sédition pour empêcher l'abus du pouvoir.

Revenons à M. Thouret , qui proposoit d'autoriser le roi à user d'un *veto* suspensif pendant plusieurs législatures , sauf si la troisième portoit la même loi , alors le roi seroit tenu de la sanctionner. Pour appuyer cette proposition , son auteur observoit que l'intervalle d'une seule session ne reformeroit pas les opinions & les vices des représentans , qui ne manqueroient point de les faire adopter dans les assemblées élémentaires & dans leurs districts ; qu'ils rendroient le *veto* défavorable & odieux ; qu'il suffiroit désormais de s'opposer jusqu'à la seconde législature pour l'annéantir ; que ce système tendoit à mettre dans les mains de la multitude le jugement de matières délicates , telles que les loix criminelles , l'administration & les finances ; que les bailliages finiroient par faire la loi , qui ne seroit plus que le résultat de leurs mandats , de même que si les décrets de l'assemblée étoient les résultats des bureaux , & qu'enfin ce seroit rendre constitutionnel le vice des mandats impératifs , pour connoître le vœu des commettans.



Tels étoient , selon M. Thouret , les vices nombreux du *veto suspensif* , ainsi anéantis dans la main du roi , qui n'usera jamais de son autorité si ce n'est pour défendre sa prérogative , & il abandonnera la nation aux méprises du corps législatif : il faut donc intéresser le pouvoir exécutif à la chose publique , en lui donnant une participation à la formation de la loi.

Mais n'est-il pas sensible que si une loi ne pouvoit être faite que par la troisième législature , le pouvoir législatif de la nation seroit illusoire. Il est même aisé de prévoir que le corps législatif , rebuté par de si longs *veto* , ne tarderoit , pas pour les prévenir , de se concerter sans cesse avec le roi & avec ses ministres ; & dans ce concert devenu nécessaire , de quel côté seroit donc la plus grande influence ? Bientôt le pouvoir législatif ne seroit dans les mains de la nation qu'un fantôme de pouvoir , réduit sans cesse à consulter l'oracle ministériel ; & comme la prérogative royale a dans ses progrès l'activité majestueuse d'un fleuve qui va toujours croissant , ce ne seroient plus dans moins d'un siècle que des loix envoyées ou dictées à l'assemblée nationale par celui qui étoit établi pour les faire exécuter. C'est ainsi qu'insensiblement la nation se priveroit du droit inaliénable de former ses loix , plutôt que de faire mille efforts inutiles , les pouvoirs législatifs & exécutifs finiront encore par se confondre dans les mains du roi pour ne les avoir pas séparés obsolument , & pour avoir donné trop de lenteur à la formation de la loi ; & le despotisme , digne fruit d'un *veto* de trois années , viendra régner sur cette belle constitution.

Ces craintes n'ont point échappé aux membres qui ont parlé après cet orateur. L'assemblée permanente point divisée , & le *veto suspensif* , s'écrioit M. la Poule,



Le veto absolu altérerait les droits de la nation. Par le veto suspensif, elle confie au roi l'examen de la loi, & c'est à lui à la faire exécuter. Dans l'établissement de deux chambres, le monarque soutiendrait le vœu de celle qui se rapprocherait le plus du sien. Rien ne peut être fait que par une seule assemblée : que les membres en soient renouvelés tous les deux ans, & le bonheur de la France est assuré.

M. Pethion de Villeneuve, dont l'âme ferme & courageuse est connue, ne parloit pas avec moins d'énergie. « La permanence, disoit-il, est décidée dans l'assemblée ; lorsque le pouvoir exécutif veille sans cesse, il seroit bien étrange que le corps législatif voulût sommeiller. Ce n'est, au surplus, que l'ancien droit de la France ; les assemblées du champ de Mars se tenoient tous les ans, & la nation ne fait que reprendre ses droits ; il ne s'agit que d'arrêter le temps ou la durée qu'elles doivent avoir. Charles premier fut 11 ans sans assembler le parlement, sous le prétexte qu'il n'y avoit point d'époque fixée dans la constitution pour le convoquer ; il n'en sera pas sans doute de même ici, mais que cette convocation soit faite par les assemblées populaires & non par le monarque.

Le projet de votre comité est absurde avec son sénat, dont les membres seroient choisis par le roi ; il seroit difficile d'établir une constitution plus mauvaise. Sans doute, en Amérique, il y a un sénat, un gouvernement, & la chambre des représentans ; mais ce sénat & ces représentans forment seuls le corps législatif. Que l'assemblée demeure indivisible, pour que ses opérations soient plus actives, avec de sages réglemens, elle obtiendra de sages résultats.

Tous les principes avancés jusqu'ici en faveur de la sanction, ne sont que des erreurs ; on vous a dit que le



*veto* absolu ne pouvoit exister, & par les tournures ingénieuses qu'on a prises, il ne peut manquer de le devenir; on vous a dit qu'il ne falloit pas faire mention de ce *veto* dans la constitution, fût-il absolu ou suspensif, & le respect pour la nation exige de déclarer qu'elle est la nature de ce *veto*. On vous a dit que ce *veto* ne seroit jamais dangereux, tant que les ministres seroient responsables, que la liberté de la presse seroit assurée; que le peuple pourroit refuser l'impôt & que l'opinion publique ne seroit pas une chimère; comme si la responsabilité des ministres ne pouvoit pas devenir souvent illusoire; comme s'il n'étoit pas facile d'éluder le refus de l'impôt; comme si chacun n'interprétoit pas à son gré l'opinion publique, & que celle des peuples fût celle qui parvient à l'oreille des rois..... Sans doute nous n'entendons pas nous priver de tous les moyens; mais le plus facile, le plus sûr, le plus légal, est d'exprimer dans la constitution que le *veto* ne peut être suspensif; enfin on vous a dit qu'une législature pouvoit lever ce *veto*, & de ce moment on a calomnié la nation, on a outragé le peuple; oui, Messieurs, on a voulu dépouiller cette nation, en donnant au corps législatif un pouvoir qui ne lui appartient pas; c'est à elle seule qu'il appartient d'expliquer ses volontés & de lever un *veto* qui n'est qu'un appel au peuple, malgré les subtilités & les faux principes dont on s'efforce de l'envelopper ».

M. Mounier a présenté, au nom du comité de constitution, les motifs sur lesquels reposoient les différentes parties du plan d'organisation du corps législatif; il a adopté la permanence avec des assemblées annuelles de quatre mois, & des pouvoirs donnés aux députés pour trois ans. Nous ne dirons pas tous les avantages qu'il a trouvés dans l'établissement de deux chambres, dont l'une seroit un



sénat, ou un conseil national, ou une chambre de conservateurs, ou tout ce qu'on voudra, &c. . . . .  
Après avoir tracé des principes sur les qualités nécessaires pour être électeur ou éligible, il a traité de l'influence du roi sur la législation. La division des pouvoirs est nécessaire, disoit-il, mais il faut ensuite les garanties des invasions réciproques.

Que peut le roi contre la permanence, la convocation légale, le refus des impôts, la presse, la responsabilité & les milices nationales ? Il faut donc garantir le pouvoir exécutif ; défendre l'indépendance de la couronne, c'est défendre la liberté du peuple. . . . Le peuple ne peut exprimer sa volonté que de la manière qu'il a déterminé. Il doit confier le droit de faire des loix, comme il en confie l'exécution ; être le principe de l'autorité, ou l'exercer, est une chose bien différente.

M. Mounier proposoit de ne pas dire, dans la constitution, que le roi n'a pas de *veto* absolu ; il fera dit seulement par le chancelier, *le roi examinera*, c'est là un nouvel examen & non pas un refus.

Après ce plan de sanction, M. Mounier rassuroit sur la constitution qui ne peut être refusée, & sur les arrêtés du 4 août qui ne peuvent être attaqués. Il faisoit valoir tous les avantages supérieurs à ceux de la constitution Angloise, que nous pourrions réunir dans notre constitution, en ne courant pas après une perfection chimérique. Il demandoit si les François ne vouloient pas accorder à leur monarque autant de prérogatives que les Américains en ont donné au président de leurs congrès ; il soutenoit que le *veto suspensif*, dégradant le trône, ne feroit du roi qu'un général d'armée ; c'étoit là sans doute une figure exagérée de rhétorique plutôt qu'une conception législative.

M. de Montmorenci adoptoit la permanence comme



renfermant une foule de moyens , d'activité , de surveillance & de garantie pour les droits de la nation ; le *veto* absolu lui paroiffoit contraire à la liberté du peuple , toujours attaquée par les rois & par leurs ministres ; le *veto* fufpenfif , & il ne peut jamais y en avoir d'autre , puifque les défenfeurs même du *veto* absolu prouvent qu'il ne peut jamais être que fufpenfif ; mais il penfoit qu'une feconde chambre fans *veto* pourroit former un confeil de révision , chargé d'examiner les projets des loix , d'en développer les inconvéniens , & de juger les crimes de lèze-nation. Les membres de ce confeil , électifs & d'un âge mûr , feroient pris hors de l'afsemblée.

C'est ce confeil de révision dont M. Duport foutenoit avec force l'établiffement comme devant tempérer l'activité d'une feule chambre des repréfentans , faire naître une émulation de fervice envers la nation , & comme arrêtant le cours impétueux des deux pouvoirs exécutifs & légiflatifs , toujours entreprenant l'un fur l'autre.

M. Duport a entrepris de réfuter les objections réfultantes du danger de l'ariftocratie , & pour cela il a cru que l'élection faite par le peuple des perfonnes âgées de quarante ans , exercées aux fonctions publiques & renouvelées tous les cinq ans par tiers , pourroient être les dépositaires de la constitution , & avertir des infractions qui feroient faites , le monarque qui feroit tenu d'afsembler une convention pour en juger.

Il trouvoit beaucoup d'inconvéniens au *veto fufpenfif* ; il a fini par propofer un ordre plus utile & plus court pour le travail de la constitution , en prenant différens arrêtés fur divers articles qu'il doit préfenter au premier jour.

*Aujourd'hui point de féance , & demain point de feuille.*



On souscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, n<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.